

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 25/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LACTALIS NESTLE ULTRA FRAIS MARQUES

6, boulevard Pierre DESGRANGES
42160 Andrézieux-Bouthéon

Code AIOT : 0054200012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement LACTALIS NESTLE ULTRA FRAIS MARQUES implanté 6, boulevard Pierre DESGRANGES 42160 Andrézieux-Bouthéon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACTALIS NESTLE ULTRA FRAIS MARQUES
- 6, boulevard Pierre DESGRANGES 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0054200012
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de traitement et transformation de lait

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- directive IED – conformité aux MTD
- ammoniac

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/12/2001	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un plan de sobriété hydrique sera transmis à l'exploitant afin que celui-ci détaille ses consommations d'eau et les mesures de réduction mises en oeuvre dans le contexte de sécheresse à venir.

2-4) Fiches de constats

N° 9 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2001
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dossier de réexamen IED
Constats : Le dossier de réexamen IED du site a été contrôlé lors de l'inspection, afin de savoir si l'exploitant a mis en œuvre l'ensemble des MTD qui étaient non-conformes ou en passe de devenir conformes (pour rappel, le site a jusqu'en Décembre 2023 pour mettre en place l'ensemble des MTD lui étant applicables). - système de management environnemental : le site a choisi d'être certifié ISO14001. De ce fait, un audit de conformité est prévu la semaine 28, soit en juillet 2023. Un contrôle interne sera mené tous les ans, et un contrôle externe tous les 3 ans. - suivi du paramètre Chlorures : la mesure de ce paramètre a débuté en Mai, à une fréquence mensuelle - suivi du paramètre Phosphore : une analyse journalière est réalisée en interne, et une analyse mensuelle est réalisée par un laboratoire extérieur - rejets atmosphériques : l'exploitant a choisi de démanteler l'ensemble des installations fonctionnant au R22, pour passer entièrement à l'ammoniac sur l'ensemble du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de réfrigération
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Installation de réfrigération
Constats : Les prescriptions contrôlées sur ce point sont conformes à la réglementation. L'exploitant devra renouveler l'affichage de sécurité et mettre à jour le plan des installations sur la porte d'accès à l'occasion des travaux devant être effectués sur celle-ci. Un deuxième brancard sera mis à disposition dans l'infirmerie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2mois